

[Text]

But even this week before this Bill goes through I think this government should be asked to reconsider this one proposition, namely, that it is not going to continue the escalation on the basic \$80. Shall I put a question mark there, so that somebody can answer, John?

The Chairman: Yes. Now the Minister will answer your sort of backhanded compliment.

Mr. Munro: Mr. Chairman, let me start out by saying, as mentioned in the statement, that the whole approach here, so far as we are concerned—you have quite properly identified—is to move away from universality towards the guaranteed income approach or the guaranteed income technique. Frankly, I do not agree with you that this is the meaning, especially when one compares it to some of the procedures that were inherent in the old means testing and to a lesser degree the needs testing.

We have tried it now on the Guaranteed Income Supplement for the aged they file a statement of income, as Mr. Knowles knows. I do not know whether he has had too many complaints about income from people who object in any way to an invasion of their privacy, or in any way that it is demeaning, but I have had very few along that line. They may complain that there has been mistakes in calculations, but nobody has ever indicated to me that there has been any sort of demeaning procedures involved. In fact, I think it has been well accepted. I think it has been well accepted because the people realize it is the least inoffensive way to permit them to receive supplementation without going to the universal approach.

That being so, if we are to, more and more in the future, use what funds we have within the income security system now and additional funds in the future to get more monies to those most in need, I think we will have to follow down this course. And I think the more moneys that are "eaten up" or used up in the universal approach, makes it all that much less likely that we can attain meaningful levels of income supplementation for those in most need.

For that reason I feel I have to discourage the hon. member from too great hopes we will put the escalation back on OAS.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): Mr. Chairman, the Minister, it seems to me, in his reply has given his arguments and nobody disagrees. I recognize that they are the arguments for selectivity rather than universality. But he has not dealt with the question that I put to him. Supposing we have no extract that—we are going to go for selectively in terms of the extra money, the \$55 you are going to give and that may go up later on—these people who are on the fixed pension should not have more.

[Interpretation]

promesse, je ne tiens pas à retenir ce comité sur la proposition du \$150. Nous ferons cela en temps et lieu.

Même cette semaine, avant que le bill se passe, il me semble que ce gouvernement devrait reconsidérer cette proposition, c'est-à-dire qu'il ne va pas continuer l'escalation de ces pensions.

Puis-je mettre un point d'interrogation à la fin de ma phrase?

Le président: Très bien, M. Munro va vous remercier de votre compliment un peu détourné.

M. Munro: Monsieur le président, permettez-moi de vous dire tout d'abord que vous avez très bien expliqué notre point de vue en ce qui nous concerne. Il s'agit de délaisser le concept de l'universalité et de nous rapprocher du concept du revenu garanti ou de la technique de revenu garanti. Je vais vous dire en toute honnêteté que je ne suis pas d'accord avec vous que ceci est la bonne interprétation, surtout en ce qui concerne certaines des procédures qui étaient inhérentes à l'ancienne méthode d'évaluation des ressources et, à un degré moindre, à l'évaluation des besoins.

Nous l'avons essayé en ce qui concerne le revenu supplémentaire garanti pour les personnes âgées qui doivent présenter une déclaration de revenu, comme M. Knowles ne l'ignore pas. Je ne sais pas s'il a reçu beaucoup de plaintes de personnes qui s'opposent à l'intrusion dans leurs affaires personnelles ou qui trouvent les enquêtes dégradantes, mais je puis affirmer qu'il y a en fait peu de plaintes dans ce sens. Il arrive que des gens se plaignent d'erreurs dans les calculs, mais personne, à ma connaissance, ne s'est jamais plaint de démarches propres à les dégrader. Au contraire, la méthode a été très bien acceptée parce que les personnes ont compris que c'était la façon la plus honnête de leur permettre d'obtenir un supplément sans avoir à se présenter de la façon ordinaire.

Ces prémisses étant posées, si aujourd'hui nous devons utiliser de plus en plus l'argent qui est à notre disposition pour fins de revenu garanti, ainsi que des fonds supplémentaires à l'avenir afin d'accorder plus d'argent aux personnes plus nécessiteuses, je crois que nous devons suivre cette voie. A mon avis, plus nous consacrerons d'argent à promouvoir la perspective d'universalité, moins nous serons en mesure d'atteindre à un palier intéressant de revenu supplémentaire pour ceux qui en ont le plus besoin.

Pour cette raison, je me vois forcé de décourager l'honorable député de nourrir de trop grands espoirs à l'égard d'une nouvelle indexation de la sécurité de la vieillesse.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, le Ministre, dans sa réponse, a exposé son point de vue et personne ne lui cherchera noise. A mon avis, les raisons données s'appliquent à la sélectivité plutôt qu'à l'universalité. Mais il n'a pas répondu à ma question. Mettons que nous visions la sélectivité relativement à l'argent additionnel, le 55 dollars que vous comptez accorder, quitte à majorer ce montant plus tard, les bénéficiaires de la pension fixe ne devraient pas recevoir davantage.